



## La réalité de *Die Linke*

Durant l'été 2007, le *Linkspartei-PDS* et l'« Alternative électorale pour le travail et la justice sociale » (*WASG*) ont fusionné pour former *Die Linke*. Une nouvelle force politique est née en Allemagne. Quel est ce parti, que peut-il, que veut-il ?

### Les membres

*Die Linke* compte actuellement environ 71 900 membres, dont 28 181 femmes. Le pourcentage des femmes est de 39 % en 2007 contre 45,3 %<sup>1</sup> en 2004. Comparé aux autres partis représentés au Bundestag, *Die Linke* a ainsi le taux de féminisation le

plus élevé. Il est néanmoins inquiétant que ce taux ne se situe qu'à 25,3 % pour les nouvelles adhésions.

La correction du déséquilibre est/ouest dans les effectifs du parti est tout à fait remarquable. La part des membres originaires des *Länder* est-allemands a chuté en un an de 75 à 71 % tandis que celui des *Länder* ouest-allemands a augmenté de 25 à presque





29 %. En d'autres termes, il y a eu croissance de 5 629 membres à l'Ouest et perte de presque 3 000 membres en Allemagne de l'Est (principalement par décès).

La pyramide des âges de *Die Linke* se présente ainsi en 2006 : 4 % des membres ont moins de 30 ans, 28 % ont entre 31 et 60 ans et à 68 % plus de 60 ans <sup>2</sup>. La légère hausse du taux de jeunes membres ne suffit pas encore à assurer un rajeunissement sensible de la base active du parti. Mais cela reste l'un des défis centraux de *Die Linke* en tant que parti d'adhérents.

*Die Linke* est un parti pluriel et doit le rester. Lors de sa création, le PDS regroupait quatre ensembles principaux :

a) les personnes qui faisaient partie de la génération des fondateurs de la RDA comme Hans Modrow et la plupart des plus anciens membres du parti ;

b) les personnes issues du cercle des intellectuels réformateurs du SED comme Bisky et Gysi qui influencent encore aujourd'hui fortement le parti *Die Linke*, y compris dans les postes de direction politique ;

c) les pragmatiques orientés vers la réforme dans les sections est-allemandes du parti, qui sont des élus ou des fonctionnaires de gauche et dont la majeure partie s'organise au sein du « Forum du socialisme démocratique » ;

d) les socialistes orthodoxes organisés autour de la Plate-forme communiste et du Forum marxiste. Ces derniers se sont renforcés dans le nouveau parti avec la formation de « La gauche anticapitaliste » (AKL). Viennent aussi de s'organiser dans le nouveau parti la « gauche socialiste » – un courant fortement syndicaliste – ainsi que la « gauche émancipatrice » qui a une expérience dans la nouvelle gauche et les organisations autonomes. Tous ces courants existent à l'est et à l'ouest. La pluralité qui en résulte s'exprime pour l'instant surtout dans les débats internes au parti.

On ne peut faire aujourd'hui que des observations vagues sur la structure sociale des membres de *Die Linke*. Ce qui est sûr, c'est que la structure sociale des deux partis fondateurs était très différente. Les cotisations plutôt faibles en moyenne dans la WASG laissent supposer des membres issus des couches

sociales moyennes et même plus modestes de la société<sup>3</sup>. La WASG – à la différence du PDS – se considérait plutôt comme un parti de travailleurs, au regard de ses membres, surtout des syndicalistes, des délégués du personnel et des employés moyens du service public. La structure sociale du PDS s'est à peine modifiée ces dernières années : 77 % des membres étaient des retraités, des préretraités ou des chômeurs. Les élèves, étudiants et apprentis représentaient 3 %, les ouvriers 8 % et les employés 18 %. Cette composition permit au début la formation et la stabilisation du PDS comme parti prenant en charge les questions locales et dont le potentiel déterminant était constitué par les retraités socialement et politiquement actifs.

Le parti *Die Linke* dispose avec Oskar Lafontaine, Lothar Bisky, Gregor Gysi de fortes personnalités, d'origines personnelles et politiques très différentes, crédibles à l'échelle de l'Allemagne entière, à l'est et à l'ouest, comme représentants de la gauche. En outre, il existe un personnel spécialisé ou dirigeant compétent à l'échelle fédérale et à celle des Länder, avec une expérience de plusieurs années dans les parlements, les syndicats ou les mouvements sociaux. *Die Linke* est ainsi devenu une force politique fédérale extrêmement influente, capable de mettre fortement sous pression ses concurrents politiques.

## L'électorat

L'électorat de *Die Linke* est ancré dans toutes les couches de la société, à la différence des deux autres petits partis en Allemagne (Les Verts et le FDP). Selon une étude de la *Friedrich-Ebert-Stiftung* sur les milieux politiques en Allemagne, l'appartenance sociale de ses partisans se répartit comme suit : 36 % dans la couche supérieure, 31 % dans la couche moyenne et 33 % dans la couche inférieure. Ses partisans des couches supérieures et moyennes viennent principalement des élites cultivées critiques et de citoyens engagés avec une orientation sociale-libertaire. *Die Linke* a par ailleurs également nombre de ses partisans parmi les employés du service public, dans l'éducation et, surtout, dans le domaine social. Ils espèrent tous un renouvellement solidaire de l'État.

Si l'on considère ce clivage social de l'électorat de *Die Linke*, il n'est plus seulement un parti du peuple en Allemagne de l'Est mais potentiellement aussi dans les *Länder* ouest-allemands. Les sondages actuels montrent qu'il est accepté dans l'ensemble du territoire fédéral : *Die Linke* se situe – à l'exception de la Bavière – dans tous les *Länder* ouest-allemands au-dessus de 5 % des voix ; c'est le deuxième parti dans le Brandebourg, la Saxe-Anhalt et la Thuringe.

*Die Linke* a réussi à s'établir en tant que parti des salariés, des syndicats, des chômeurs et du sous-prolétariat, tout en se renforçant aussi dans les couches moyennes à orientation sociale. 75 % de ses électeurs lui reconnaissent de la compétence dans le domaine de la justice sociale. Il a pu concurrencer le SPD avec succès dans ce domaine et a même pu largement le dépasser en Allemagne de l'Est. Lors des élections du parlement dans la Hesse, en Basse-Saxe et à Hambourg en 2008, il a réussi à mobiliser au total 364 000 électeurs d'autres partis. La part des anciens électeurs du SPD (+ 120 000 = 33 % des voix obtenues) et des abstentionnistes (+ 65 000 = 18 % des voix obtenues) est la plus significative. 56 000 anciens électeurs des Verts et 46 000 anciens électeurs de la CDU ont aussi choisi *Die Linke*. La tendance caractérisant le nouveau parti était déjà visible lors des élections municipales de Brême en 2007 : 12 % des ouvriers, 13 % des ouvriers syndiqués et 21 % des chômeurs ont voté pour *Die Linke*.

Si l'on observe les thèmes décisifs des quatre dernières élections législatives dans les *Länder*, on constate que *Die Linke* est considéré comme une force politique qui ne tire plus seulement son influence des

### Qui a voté pour *Die Linke* lors des élections législatives dans la Hesse, la Basse-Saxe et Hambourg ?

	Hesse	Basse-Saxe	Hambourg
Ouvriers	7%	11%	10%
Employés	5%	6%	7%
Indépendant	2%	7%	6%
Retraités	4%	6%	4%
En formation	4%	11%	5%
Chômeurs	16%	27%	19%

Résultats des élections selon *infratest dimap* du 27.1.08 ou du 25.2.2008

lacunes de la justice sociale dans les *Länder* est-allemands, mais également dans les *Länder* ouest-allemands. Cette image est liée aux attentes et à la solution des problèmes du marché du travail, mais aussi – et cela est nouveau à cette échelle – de la politique économique et de l'éducation.

### Le système des partis en Allemagne se transforme

*Die Linke* est représenté au total dans les parlements de 10 *Länder* après les dernières élections par plus de 200 députés, davantage que les Verts et le FDP. Le contexte des élections municipales de l'année prochaine s'en trouve modifié. *Die Linke* doit en effet désormais confirmer et consolider son ancrage politique municipal dans l'ensemble du territoire fédéral. Il devra utiliser pour cela l'expérience de

### Ce qui a particulièrement conduit les électeurs à donner leurs voix à *Die Linke*

	2005 Élections fédérales	2007 Brême	2008 Hesse	2008 Basse-Saxe	2008 Hambourg
Justice sociale	57%	69%	63%	60%	69%
Politique de l'emplc	42%	33%	25%	32%	31%
Politique économiqt	21%	16%	17%	18%	18%
Politique éducative	7%	17%	16%	11%	28%



l'ancien PDS en tant que « parti qui se soucie des gens ».

Une des raisons ayant conduit à la formation de *Die Linke* est « l'échec du SPD, comme force démocratique et sociale, à s'opposer au néolibéralisme »<sup>4</sup>. *Die Linke* n'est pas un vestige du passé, mais la conséquence nécessaire des contradictions de la politique néolibérale, qui remettent finalement en question les propres bases de celle-ci. La création du parti a eu lieu « au beau milieu d'une [...] crise d'hégémonie du néolibéralisme »<sup>5</sup>. Michael Brie cite entre autres les causes suivantes qui démontrent que l'essor de *Die Linke* provoquera une modification fondamentale du système des partis : premièrement, le SPD et *Die Linke* sont en concurrence sur un pied d'égalité et pour les mêmes thèmes, la justice sociale, l'égalité, le dépassement de l'opposition riche/pauvre. Les résultats des élections au parlement de Hambourg, de la Basse-Saxe et de la Hesse en 2008 corroborent cette thèse. Deuxièmement, les positions de *Die Linke* bénéficient d'un large consensus social : 80 % de la population étaient pour une protection de base contre la pauvreté ; le salaire minimum est, pour tous les partis représentés au Bundestag en Allemagne, une revendication de la majorité de leurs propres partisans. Parmi eux, les partisans de *Die Linke* avec 81 %, 69 % pour le SPD, 66 % pour les Verts, 56 % pour les partisans du CDU/CSU et tout de même 53 % pour les partisans du FDP.

« En janvier 2008, six personnes sur dix (62 %) considéraient les conditions sociales en République fédérale comme injustes, parmi lesquelles un grand nombre de personnes avec une formation de bas niveau (72 %), disposant d'un faible revenu (70 %) et étant sans emploi (76 %). Par ailleurs, ce sentiment existe surtout dans les nouveaux Länder (76 %) ainsi que chez les partisans de *Die Linke* (93 %). »<sup>6</sup>

En troisièmement lieu, *Die Linke* est enraciné dans les toutes les couches de la société. Les résultats des élections confirment également cela, tout comme le fait qu'il a réussi ainsi à être avant tout un parti des salariés, en particulier de ceux qui sont syndiqués, qu'il bénéficie d'une surreprésentation chez les chômeurs et qu'il est aussi – certes à un degré moindre – capable d'obtenir le soutien d'une partie des couches moyennes orientées socialement.

La montée de *Die Linke* a modifié la totalité du système des partis de la République fédérale. Ce système, avec *Die Linke* représenté dans la totalité du pays, est devenu non seulement plus européen mais aussi plus normal car le Parlement est maintenant à l'image de la conflictualité sociale réelle dans l'ensemble du pays. Avec l'entrée de *Die Linke* dans les parlements de deux *Länder* ouest-allemands, il ne s'agit plus seulement de diversifier le système des partis au niveau des *Länder*. Cela change aussi fondamentalement les possibilités de coalition qui existaient jusqu'ici au niveau des *Länder* et au niveau fédéral. Un système à cinq partis est né en Allemagne.

Les coalitions existant jusqu'ici, CDU/FDP ou SPD/Verts ou d'autres encore ne seront plus automatiquement capables de constituer une majorité. Ce qui veut dire que les coalitions à deux, entre un grand et un petit parti, ne suffiront plus le plus souvent. À l'exception de la grande coalition entre SPD et CDU, les alliances à 3 partis politiques seront de plus en plus souvent nécessaires. Ce qui modifie les règles de jeu et *Die Linke* deviendra une force stratégique, au-delà de son propre électorat. Ce qui lui permettra de faire entendre plus fortement dans les constellations politiques les positions majoritairement enracinées dans la société qu'il incarne. Ce processus de reconnaissance s'est imposé déjà au SPD, au moins au niveau de la Hesse. Dans ce *Land*, la candidate tête de liste du SPD s'efforce à présent d'établir, avec l'assentiment de la direction du SPD fédéral, un gouvernement minoritaire du SPD et des Verts, accepté par *Die Linke*. Une situation semblable existait déjà après 1994 en Allemagne de l'Est, dans le Land de Saxe-Anhalt. En même temps, la CDU recherche une coalition avec les Verts à Hambourg.

### Pour une nouvelle alliance pour le changement politique

Si *Die Linke* veut durablement jouer un rôle important en tant que force politique démocratique fédérale de gauche, il doit se développer comme composante d'une force de gauche, ancrée dans la société, pour un changement politique. Les luttes syndicales et les grèves qui se renforcent, un large

mécontentement social dans la population, de nombreux mouvements sociaux et initiatives (comme par exemple la manifestation contre la réunion du G8 à Heiligendamm en juin 2007) constituent un bon départ.

*Die Linke* doit s'emparer de projets clairement définis, soutenus par de larges majorités et les développer en commun avec d'autres. Ce sont des projets de même importance pour plus de justice sociale et de démocratie, une transformation socio-écologique et une politique de paix active. Ils seront ainsi attractifs pour diverses couches de la société. *Die Linke* doit appliquer pour cela une *Realpolitik* radicale et :

- lutter pour l'hégémonie, en sortant de la minorité pour former des majorités sociales ;
- exiger des réformes qui modifient durablement les rapports de pouvoir et de propriété au niveau social, démocratique et écologique ;
- développer et mettre en application des projets de démocratie participative ;
- développer à partir de la société des projets innovants, qui se situent dans le présent et qui vont en même temps au-delà la société d'aujourd'hui, comme le salaire minimum, la protection de base, le revenu de base, la réduction du temps de travail. Les projets du centre/gauche doivent être axés sur une nouvelle conception de la sphère publique et le contrôle du capital. En font partie également le rejet du capitalisme financiarisé, le renouvellement et le renforcement du secteur public, un nouveau plein emploi sur la base d'un nouveau concept de productivité et d'une autre croissance, le rééquilibrage du haut vers le bas, du privé vers le public, un tournant écologique et une réforme de l'Union européenne orientée vers le social et la paix.

Ce parti a besoin de propositions claires qui présentent une progression et une mise en œuvre concrètes des grandes lignes de programme, surtout dans les domaines de la politique de l'emploi, de la politique économique et de la politique sociale. Mais il doit pour cela rassembler les potentiels de ses courants nés de la phase des luttes de pouvoir internes pour l'hégémonie politique au sein de *Die Linke*, pour établir au sein du parti une collaboration constructive, en

particulier avec le développement d'une culture de gauche correspondant à son exigence démocratique et émancipatrice.

Des majorités en faveur d'une politique démocratique socio-écologique sont possibles en Allemagne ; il existe aujourd'hui de nombreux réseaux pluriels de forces sociales et politiques favorables à un tel changement politique et un parti, *Die Linke*. Ce ne sont cependant que les conditions préalables à une nouvelle politique. Elles ne suffiront pas. Mais, pour la première fois depuis 1990 en Allemagne, il existe une chance pour une dynamique démocratique de gauche.

### Cornelia Hildebrandt



Rosa Luxemburg  
Foundation

### Notes

- 1 Oskar Niedermayer (2007), « Parteimitglieder in Deutschland », version 2007, Documents de travail du *Otto-Stammer-Zentrum*, n° 11. Berlin, Université libre de Berlin, 2007, <http://www.polwiss.fu-berlin.de/osz/dokumente/PDF/AHOSZ11.pdf>, p. 15.
- 2 Oskar Niedermayer, *op. cit.*, p. 16.
- 3 Tim Spier, p. 59.
- 4 Michael Brie, « Segeln gegen den Wind. Bedingungen eines politischen Richtungswechsels in Deutschland », In : *Die Linke, Wohin verädert sie die Republik*, p. 269.
- 5 Ingar Solty, « Transformation des Deutschen Parteiensystems und europäische historische Verantwortung der Linkspartei. ». In : *Das Argument*, Heft 271/2007, p. 343. Version élargie Ingar Solty : The Historic Breakthrough of Germany's LEFT Party, Socialism and Democracy vo.22, n° 1 (March 2008) (see [www.sdonline.org](http://www.sdonline.org)), p. 2.
- 6 ADR Tagesschau\Infratest dimap– ARD. Deutschland. TREND. Februar.2008.htm, 28 février 2008.